

REGAIN DÉMOCRATIQUE EN ARGENTINE ?

Jean Piel

Après l'une des plus terribles dictatures de son histoire, riche en dictatures, l'Argentine est réputée être « retournée à la démocratie » depuis 1983 et, après sa terrible crise politico-économique, qui culmina en 2001-2002, être à nouveau dirigée par une équipe dont le deuxième ministre de l'Économie s'enorgueillit que ce soit « le gouvernement de la croissance économique »¹. Pourtant, échaudés par les événements intervenus dans ce pays depuis trente ans, les démocrates (Argentins et amis de l'Argentine) ne peuvent se départir si facilement de quelques inquiétudes. Certes, l'État de droit est restauré, les institutions formelles de la démocratie ont finalement résisté à la corruption généralisée de la fin des années 1990 et à la tourmente de décembre 2001. Certes, la croissance annuelle s'est maintenue au-dessus de 8 % de 2003 à 2005. Mais, malgré ces signes encourageants, il reste encore dans la société argentine quelque 50 % de travailleurs informels ou travaillant « au noir », 20 à 25 % de chômeurs réels, 40 % de pauvres, 10 à 15 % d'indigents. Ce ne sont évidemment pas là des conditions idéales pour consolider une démocratie. Soyons juste : cette situation, ce n'est pas l'équipe dirigeante actuelle qui l'a créée. Au contraire, toute son action, depuis son improbable accession au pouvoir en 2003, a visé à l'améliorer, non sans certains succès partiels². Ce qui explique que, malgré la permanence d'énormes difficultés intérieures et extérieures, Nestor Kirchner a joui dans les sondages de la plus haute cote de popularité parmi tous les chefs d'État latino-américains (plus de 70 % en mars 2006). Rien n'est définitivement gagné pourtant. Ainsi, 1 à 2 millions d'Argentins, que la crise avait précipités des classes moyennes dans la pauvreté (en 2002, 57 % des Argentins vivaient avec moins de 1 dollar par jour), et qui commençaient à peine à sortir la tête de l'eau en 2003, se sont vus à nouveau menacés de retomber dans la pauvreté lorsque la hausse des prix a dépassé les 12 % en 2004.

Quelle était donc la situation dont héritait l'équipe de Kirchner en arrivant au gouvernement, moins de deux ans après les *cacerolazos*, ces grandes manifestations de rues et émeutes de décembre 2001 ?

DE LA DIFFICULTÉ DES RETOURS À LA DÉMOCRATIE DEPUIS 1983

À bien y réfléchir, il n'y a pas eu en Argentine, depuis la chute de la dictature militaire, *un* retour à la démocratie, mais *trois*. Le premier (de 1983 à 1989), lorsque les militaires étrillés pendant la guerre des Malouines (et qui l'avaient bien cherché!) doivent laisser la place au gouvernement civil et constitutionnellement élu de Raúl Alfonsín – mais qui se termine très mal, par une crise inflationniste sans précédent. Le second (de 1990 à 1998), quand, au terme d'une transaction entre radicaux et justicialistes, le « péroniste » Carlos Menem s'accroche à ses mandats présidentiels successifs – mais qui se termine très mal, par une crise financière et une banqueroute d'État sans précédent. Le troisième, lorsque, après une situation de crise drastiquement redressée par Duhalde en 2002, Menem, discrédité, se retire au deuxième tour de la compétition présidentielle et laisse le champ libre à Nestor Kirchner – justicialiste, lui aussi, mais décalé par rapport à ce qu'était devenu le « ménémisme » qui s'éloignait de plus en plus du péronisme historique.

Or, à chaque fois, le même scénario a semblé se répéter. Dans un premier temps, le nouvel arrivant au palais présidentiel et son équipe doivent redresser une situation devenue catastrophique : Alfonsín, en osant, seul alors de toute l'Amérique latine postdictatoriale, mettre la société argentine devant ses responsabilités face au désastre de ce que fut la dictature (création de la CONADEP, publication du rapport accablant, *Nunca Más*, et poursuite en justice des officiers tortionnaires les plus notoires); Menem, en redressant durant son premier mandat une situation économique devenue intenable (une inflation dépassant les 5 000 % en 1989); Kirchner et le ministre de l'Économie Lavagna, en « déshypothécant » partiellement le pays de la dette extérieure qui le plombe et en présidant, depuis 2003, un taux de croissance digne des « dragons » du Sud-Est asiatique³. Puis, dans un deuxième temps, l'euphorie (très relative) se dissipe et l'exercice (relatif) de la démocratie est rattrapé par la détérioration des conditions économiques et sociales. Les manœuvres politiciennes et l'hyperinflation ont raison de l'*austral*⁴ et de la bonhomie médiatique d'Alfonsín; la corruption et la banqueroute finale ont raison des appareils politiques des deux partis, qui se disputent de plus en plus mal l'électorat jusqu'en 2002. Écœurée, la foule émet son diagnostic en décembre 2001 : *Que se vayan todos!* « Qu'ils s'en aillent tous! »

Par contre, en ce qui concerne Kirchner, il est remarquable que, jusqu'ici, et malgré les critiques internationales et l'agitation sociale endémique auxquelles il doit faire face, ainsi que les affaires de corruption de sa dernière année, il semble échapper à cette fatalité des fins de mandats présidentiels difficiles. Relativisons la performance, toutefois : en 1994-1995, Carlos Menem atteignait encore, lui aussi,

des scores électoraux presque égaux à ceux de 1989. La question se pose donc : serait-ce qu'avec la présidence de Kirchner la démocratie serait enfin consolidée et irréversible ? Plusieurs éléments pourraient le donner à penser.

UN PASSÉ QUI NE PASSAIT PAS ENFIN DÉPASSÉ ?

Un de ces éléments, c'est l'effort accompli par la société argentine sur elle-même pour refuser d'oublier et d'amnistier ce qui s'est passé sous la dictature de 1976 à 1983. Les tentations n'ont pourtant pas manqué : par ignorance, par complicité, par opportunisme, par lassitude, nombreux étaient ceux qui auraient volontiers prolongé sous la démocratie l'*omerta* qui pesait sur l'opinion pendant ces années fatidiques où les militaires réussissaient à faire croire que les mères et grands-mères qui osaient réclamer publiquement leurs enfants et petits-enfants disparus dans les centres de détention et de torture étaient des *folles de la place de Mai*⁵. De la part des officiers responsables, cela se comprend trop bien. Mais force est de constater qu'à l'époque, sauf rares exceptions, ni l'Église (représentant en cela une large partie des classes moyennes catholiques) ni les appareils syndicaux officialistes (ne représentant pas en cela les bases ouvrières, qui furent parmi les premières victimes d'une répression féroce) ne s'émurent beaucoup du plan d'extermination militaire, qui visait non seulement l'élimination physique de tous les opposants, mais, au-delà, la soumission par le soupçon, la délation et la peur de la totalité de la société civile dans la servitude volontaire⁶. Le combat pour la mémoire ne pouvait donc être que difficile⁷, et marqué de retours en arrière. Particulièrement quand Carlos Menem et sa majorité parlementaire, au nom du faux prétexte de la « réconciliation nationale nécessaire », amnistèrent, en 1990, tous les responsables des pires excès de la dictature en votant les lois dites de *Punto final* et de *Obedencia debida*, bafouant, du même coup, les victimes, admettant pour l'avenir la possibilité de renouer avec ces excès, et contribuant à falsifier l'histoire. Entretenant aussi le mythe d'une Argentine qui aurait été piégée entre « deux démons » symétriquement malfaisants, les excès du premier justifiant les « bavures » du second : d'un côté, un « péril subversif » qui visait à détruire la nation ; de l'autre, les « dérapages » de quelques militaires par ailleurs défenseurs de l'unité nationale. Bien entendu, en oubliant de dire qu'au moment du coup d'État de 1976 les répressions antérieures avaient déjà pratiquement démantelé les appareils armés des organisations révolutionnaires, donc, que le recours à la dictature, en vérité, obéissait à d'autres motivations : réduire les résistances prévisibles au néolibéralisme d'une société trop longtemps habituée aux conquêtes keynésiano-populistes des années 1945-1955.

Finalement, la conjonction de l'opinion et de la justice internationales, de la Cour fédérale de justice (qui rouvre le dossier du général Videla en 2000), d'une opinion argentine enfin mobilisée et, sans doute, de ses propres convictions de jeunesse, pousse le président Kirchner à décréter – irréversiblement, semble-t-il – la non-prescription des crimes commis sous la dictature. Symboliquement, invité ès qualités de l'état-major des armées, il ordonne de décrocher ostensiblement le portrait du général Videla qui trônait encore dans le salon d'honneur avant d'accepter de passer à table. Son ambassade à Paris s'associe au dépôt d'une plaque commémorative des 30 000 tués et disparus sous la dictature au métro « Argentine ». Son gouvernement décide une journée nationale, pour ne pas oublier le funeste coup d'État de 1976. Très officiellement, la mémoire nationale refuse donc d'oublier et, surtout, de revenir en arrière, *Nunca mas!* Seul bémol: il est moins certain qu'au-delà de ce *devoir de mémoire* la société argentine ait achevé d'accomplir son *travail de mémoire*. En particulier à propos de ce que furent les motivations et les actions du « triple A », Alliance Anticomuniste Argentine, et sur les continuités structurelles entre les orientations de la dictature militaire et les difficultés actuelles de la démocratie.

UN PRÉSENT DÉMOCRATIQUE
QUI DÉÇOIT DE PLUS EN PLUS DE 1983 À 2001

Toutes les exégèses diversionnistes et déconstructivistes d'une large partie des *leaders* d'opinion (journalistes, littérateurs, universitaires), qui, de 1983 à 2001, ont utilisé la liberté d'expression retrouvée pour ancrer un autre mythe dans les classes moyennes argentines – celui d'un « économicisme » ou d'un « sociologisme » dépassé et inutile pour rendre compte des réalités d'un retour à la démocratie qui serait en totale rupture non seulement avec la précédente dictature, mais avec le reste du XX^e siècle –, auront lamentablement échoué après la crise de décembre 2001. Comment, en effet, continuer de marteler que les seuls problèmes dignes d'occuper l'*intelligentsia* d'une société jugée méso-démocratique ne relèvent en définitive que de fines analyses postmodernes, à la rigueur d'une psychanalyse des mémoires individuelles et collectives endolories, quand près de 57 % des Argentins sont tombés sous le seuil de pauvreté et que leur société, salariale à 73 % de ses actifs en 1976, ne l'est plus qu'à 30 % en 2002? Quand il est notoire que les deux précédentes débâcles qui ont failli compromettre le retour à la démocratie (en 1988-1989; en 1999-2001) sont moins dûes à des violations des droits de l'homme qu'à la corruption et aux désastres monétaires et financiers, symptômes d'une crise structurelle récurrente depuis au moins trente ans, sinon davantage.

Reprenons, en effet, parmi les attendus de la Cour fédérale réunie en 2000 contre le général Videla, cette phrase concernant l'action économique de la dictature : « Le processus d'endettement entre 1976 et 1983 n'avait aucune justification légale, administrative ou économique, (il était) contraire aux intérêts de la nation (et) a mis à genoux le pays au profit d'entreprises privées, nationales et étrangères, au détriment d'entreprises de l'État, qui ont été systématiquement endettées et appauvries pour ensuite justifier leur privatisation⁸. » Rapportons cette phrase aux données ci-après, et posons-nous la question : ce verdict de la Cour fédérale concerne-t-il seulement la dictature ou devrait-il s'appliquer aussi à l'exercice économique du pouvoir démocratique en 1988-1989 ou en 1999-2001 ? Comparons, en effet, les chiffres :

- de 1976 à 1983, pour servir leurs « camarillas » de fidèles et d'initiés, acheter le silence politique de la majorité des classes moyennes et à la différence des dictatures voisines chilienne et brésilienne, sans aucun profit pour le pays, les militaires argentins augmentent la dette de plus de 537 % et diminuent la part de la masse salariale dans le PIB de 45 à 29 % ;

- à la fin des années 1983-1989, la dette augmente de 302 %, le service de ses intérêts dévore 200 milliards de dollars, et les détournements et évasions de capitaux quelque 125 autres dollars ;

- de 1997 à 2002, la dette gonfle encore de 142 %, son service suce plus de 212 milliards de dollars et, dans le naufrage final, les rats financiers qui abandonnent le navire détournent ou expatrient 430 milliards de dollars cependant que le salaire moyen diminue de 65 % ;

- seule compensation (mais est-ce une compensation ?), de 1989 à 2001, la privatisation (très au-dessous de leur valeur réelle) de la quasi-totalité des entreprises d'État (qui produisaient plus de 50 % du PIB) rapporte au Trésor 100 milliards de dollars.

À cette politique d'hypothèques et de décapitalisation du pays, il faudrait ajouter encore les quelque 30 milliards de dollars qui tombent dans la poche de l'oligarchie exportatrice à la faveur des dévaluations successives du *peso* et le *brain drain* dont l'Argentine est victime, puisque 17 % de ses cadres supérieurs, dont elle a assumé les frais de scolarisation et d'éducation universitaire, quittent le pays pour aller s'installer en Amérique du Nord ou en Europe. Au total, tout cela signifie que, de 1983 à 2003, la plus grande masse de la population, par son travail, ses impôts directs ou indirects, son épargne détournée et son appauvrissement généralisé, a payé le retour à la démocratie *trois fois* le Produit intérieur brut et que seulement un tiers de cette richesse est resté dans le pays pour servir de carburant à l'économie dite « nationale » – nationale par sa localisation territoriale, mais déjà accaparée à 57 % par le capital transnational dès 1976.

SOUS CES DIFFICULTÉS, LA MAIN DE MOINS EN MOINS INVISIBLE
DU MARCHÉ NÉO-LIBÉRAL MONDIALISÉ EN ARGENTINE

Au départ, ce n'est pas le retour à la démocratie qui a créé une telle situation, mais la dictature et ses alliés institutionnels – financiers argentins et internationaux –, lorsque le FMI aida les militaires *golpistas* par une importante ouverture de crédit, celle-ci assortie de l'obligation de soumettre le pays à un ajustement structurel drastique qui devait ouvrir son marché intérieur aux capitaux internationaux (ce qui en dit long sur la validité de la thèse néolibérale selon laquelle la société de marché exigerait et produirait « naturellement » de la démocratie!)

À partir de ce moment, corsetée par les obligations dérivées de cette obligation initiale, l'Argentine n'a plus le choix et même quand les militaires finalement évacuent la scène, elle est prisonnière d'une démocratie sous contrôle. À la différence du Chili voisin, où ce contrôle continue d'être exercé jusqu'en 1998 par un pouvoir militaire intact (alors qu'en Argentine l'administration Clinton obtient de réduire les effectifs militaires de 25 %), ce contrôle est ici exercé par les milieux financiers (dont beaucoup ont été largement bénéficiaires de la dictature), qui placent dans les gouvernements « démocratiques » successifs des hommes qui, tels Martinez de Hoz, n'ont jamais caché leurs options néolibérales, dès avant 1976, et continuent d'agir depuis en véritables syndics des groupes financiers. Pas question pour eux de revenir en arrière, sous prétexte de retour à la démocratie, et l'on comprend mieux que, derrière l'arbre du « péril communiste » qu'ils dénonçaient sous la dictature, ce qu'ils visaient en fait dans la logique du *consensus de Washington* de 1990, c'était la liquidation des mesures de *welfare state*, que les revendications populaires avaient pu arracher, après 1945, comme condition de leur adhésion à leur dirigeant populiste.

On sait les conséquences de cette ouverture sans frein (et sans contrôle) au capital transnational mondialisé : mise au rebut du premier réseau ferroviaire de l'Amérique latine et marginalisation de régions entières, détérioration dramatique des services publics, paupérisation d'une large partie de la population et, pour finir, banqueroute de l'État et des banques privées en 2001. On objectera qu'en contrepartie seules les multinationales étaient capables de procéder aux transferts de technologies nécessaires. Ceux-ci ont permis de rouvrir des chaînes de construction automobile, moderniser les télécommunications et un parc industriel obsolète qui datait du temps de l'industrialisation par substitution des importations, « éduquer » les classes moyennes en les faisant accéder à la société de consommation par le biais de gigantesques supermarchés pratiquant (au début!) un véritable *discount-dumping*. Certes, mais à quel prix social et, finalement, économique? L'« aide » du FMI et de ses associés a contribué à

multiplier par 22 la dette extérieure de l'Argentine de 1976 à 2003. Quant aux investissements internationaux privés injectés dans le pays pendant ce temps, officiellement évalués à 76 milliards de dollars, ils ont été constitués en réalité de seulement de 22,4 milliards d'argent frais (30 %). 16,4 autres milliards ont servi à racheter à très bas prix le capital déjà constitué des entreprises d'État bradées en privatisations cependant que 80 % des nouveaux bénéfices ainsi réalisés étaient expatriés hors d'Argentine vers les sièges des multinationales concernées dans les métropoles impériales- financières. Dans les faits, 27 % des nouveaux investissements proclamés « extérieurs » ont été ceux de firmes financières argentines transnationalisées qui, voyant s'approcher la débâcle de 2001, ne contribuaient plus alors que pour 4 % aux investissements dans le pays en 2000. Depuis 2003, et cela explique leur responsabilité dans la crise antérieure et le redémarrage de la croissance ensuite, leurs investissements *in situ* sont remontés à 51 %.

Ces enjeux-là, hormis quelques cas d'autant plus remarquables qu'ils furent exceptionnels, l'*intelligentsia* argentine aura mis du temps à les identifier, les caractériser et les populariser dans l'opinion publique. Avec cette conséquence que, malgré la multiplication d'ouvrages sur ces questions – seulement depuis 2002! –, une large partie de l'opinion argentine continue d'en polémiquer plutôt que d'en débattre dans des termes qui semblent dater des années 1945-1955: dénonciations d'un impérialisme abstrait et mal circonscrit et, bien entendu, exclusivement nord-américain; d'une oligarchie *entreguista* assimilée au seul secteur agro-exportateur, etc., alors que des changements substantiels se sont produits dans la société argentine qui, fatalement, auront des conséquences sur sa capacité à relever les défis d'une démocratie moderne.

LA SOCIÉTÉ ARGENTINE EST-ELLE DEVENUE OU REDEVENUE DÉMOCRATIQUE ?

Historiquement, on ne peut pas dire que la culture démocratique ait été une forte tradition en Argentine. Ni dans la vieille droite oligarchique incapable de se battre à visage découvert dans l'espace public avec ses propres partis politiques et préférant s'en remettre à l'armée en cas d'impasse politique (de 1930 à 1983, onze des quinze gouvernements qui se succèdent sont des gouvernements militaires autoritaires). Ni dans les gauches populistes (héritières en cela d'un certain anarcho-syndicalisme?) dénonçant sans faiblir les épisodes de vie parlementaire à peu près « normaux », comme des mascarades électoralistes destinées à capturer et à manipuler le peuple, non à le représenter. Après vingt-cinq ans d'ajustement structurel, les choses ont-elles changé ?

LES CHANGEMENTS INTERVENUS DE 1976 À 2001

Malgré les concessions redistributives que l'oligarchie héritée du XIX^e siècle avait dû consentir après 1945 en faveur de la classe ouvrière et des classes moyennes dans le cadre d'un pacte populiste chaque fois plus instable jusqu'en 1976, elle avait su préserver l'essentiel de son pouvoir, et l'avait même élargi et diversifié à un nouveau secteur industriel et de services aux frais de l'État interventionniste et en empruntant au capital international. De sorte que, si en 1914 les 2 % les plus riches de la population possèdent 20 % de la richesse nationale, en 1980 la structure est restée presque identique⁹ : respectivement 2,1 % et 19,3 %. Vingt ans plus tard, ce n'est plus le cas, comme il ressort des chiffres indiquant qui a gagné et qui a perdu au jeu du néolibéralisme structurellement ajusté :

Les perdants

- Le salariat formel jouissant d'un minimum de garanties statutaires, qui représentait 73 % de la population en 1976, n'en représente plus que 36,4 % en 1997, 30 % en 2002. Son salaire moyen a baissé de 35 % sous la dictature et, après une légère remontée de 1990 à 1994, il baisse à nouveau de 65 % de 1997 à 2000, de 25 % de 2001 à 2004.

- Le salariat informel et précaire, devenu majoritaire en 2005, qui survit au jour le jour dans des micro-entreprises auto-exploiteuses de leur main-d'œuvre familiale ou de voisinage, sans couverture sociale, sans accès au crédit, vouées au bricolage de survie ou à la sous-traitance invisible des PME, des municipalités et même (en *domestic system*) des multinationales – hors contrôle et hors statistiques.

- La petite bourgeoisie (PME, indépendants), concurrencée par les magasins à grande surface ou les entreprises modernisées plus performantes, dont les effectifs se sont réduits de 80 %.

- Les entrepreneurs capitalistes peu ou pas liés au nouveau complexe étatique et financier, dont les effectifs se sont érodés de 33 % et les revenus de 62 %. Ce secteur des classes dirigeantes, qui s'était consolidé de 1914 à 1970 à la faveur de l'industrialisation par substitution des importations, faisait évidemment partie des mécontents et des protestataires de décembre 2001.

Les gagnants

- Tous les partisans bénéficiaires, ou aspirant à l'être, de la nouvelle donne après 1976 : grosso modo, les 10 % les plus riches des Argentins.

- Les salariés supérieurs, titulaires de titres universitaires publics ou privés, argentins ou étrangers, nécessaires à la gestion beaucoup plus sophistiquée des entreprises modernisées, dont la proportion dans la population augmente de 2,8 % à 10 %.

- Les exécutifs et cadres supérieurs de direction, gérants ou administrateurs des intérêts du grand capital financier installé en Argentine (argentin et/ou transnational), organiquement liés à lui par la fonction, l'idéologie (néolibérale) et les avantages matériels afférents (hauts salaires, primes d'intéressement, frais professionnels, *stock options*), dont la proportion dans la population active double de 1980 à 1997, mais dont la part de revenus diminue de 40 % – effet paradoxal mais logique de l'hyperconcurrence interindividuelle qui règne dans ce milieu où les exécutifs locaux se retrouvent en compétition avec leurs homologues étrangers, importés ici par les multinationales à la tête de leurs filiales en Argentine.

- Enfin, le « complexe étatique-privé », comme l'appellent certains analystes¹⁰, où se mêlent une fraction de l'ancienne oligarchie qui a su prendre à temps le vent néolibéral et les hommes nouveaux de l'hypermodernité mondialisée. Complexe mis en place sous la dictature et qui prospère ensuite, pendant le retour à la démocratie, autour des nouveaux contrats conclus avec l'État ou le capital transnational. Ce secteur se taille la part du lion dans cette partie des bénéfices tirés de l'exploitation du pays qui n'est pas hypothéquée d'avance par le service de la dette. Il se goinfre de reconcentrations financières lors de la braderie-privatisation des entreprises d'État. Il expatrie 80 % de ses bénéfices sur les grandes places financières internationales (à hauteur de la dette publique elle-même). Et lorsque la conjoncture redevient difficile comme en 1999-2001 (crises russe et asiatique se répercutant sur l'Amérique latine), il détourne aux dépens du Trésor public des sommes considérables – par exemple, les 8,8 milliards débloqués en catastrophe par le FMI en 2001 pour tenter de colmater les brèches, qui sont finalement détournés par les initiés rôdant autour du ministère de l'Économie.

On aura une idée des conflits d'intérêts qui opposent ce complexe étatique-privé aux secteurs oligarchiques plus traditionnels dans les données qui montrent bien les différentiels de résultats entre ces deux groupes à vocation hégémonique. L'un bénéficiant de 1976 à 2001 de ses connivences avec l'État ; l'autre, très peu ou plus du tout, et qui voit donc ses bénéfices s'effondrer de 56 % alors qu'il continue malgré tout à fournir 75 % des ventes sur le marché national et international.

Conséquence : comme cela était trop prévisible (mais sciemment occulté par ses idéologues), la médication néolibérale appliquée à l'Argentine pendant vingt-cinq ans a, sinon tué le malade, du moins détruit les bases sociales sur lesquelles avait été conclu le pacte péroniste. Celui existant entre une société salariale fortement urbanisée et une oligarchie exportatrice qui avait réussi par ce pacte à élargir ses activités au secteur keynésiano-fordiste. En vingt-cinq ans, la moitié de cette société salariale disparaît au profit du secteur informel, de la pauvreté, de l'indigence. Les syndicats perdent 42,6 %

de leurs affiliés. Le nombre des députés justicialistes d'origine syndicale au Congrès tombe de 19 à 1. Et, en 2001, les *Porteños*, si fiers d'être jusqu'alors « les Européens de l'Amérique du Sud », découvrent que leur pays risque de devenir un pays du tiers monde comme les autres. Ils en rendent responsables avec raison leur classe politique et les banques mais, encore en 2006, tardent à formuler leurs critiques en termes de conflits d'intérêts clairement identifiés entre groupes sociaux. Exception faite de quelques brillants analystes depuis 2002, la conscience démocratique des enjeux socio-économiques réels de la démocratie retarde toujours sur l'évolution réelle des faits. Pour beaucoup d'Argentins encore (mais aussi pour beaucoup d'observateurs étrangers à l'Argentine), les difficultés actuelles semblent toujours analysables en termes de contradictions d'un nationalisme agro-exportateur industrialisé dépendant, comme en 1970, alors qu'elles sont les difficultés d'une Argentine convalescente qui se relève à peine du piège dans lequel l'avaient enfermée, depuis 1976, le coup d'État militaire et un capitalisme mondialisé. Ce dernier étant, en vérité, encore plus spéculatif que financier, donc indifférent aux cadres régionaux ou nationaux dans lesquels il était encore obligé d'opérer.

ET POURTANT, DEPUIS 2001, LA DÉMOCRATIE QUAND MÊME

Malgré tout cela, les cadres formels de la démocratie ont résisté à la crise de 2001-2002, ils n'ont pas été répudiés par la foule et l'électorat, ils n'ont pas été à nouveau transgressés par le retour de l'armée au pouvoir¹². L'embellie de la croissance depuis 2003, dont les prévisionnistes nous promettent qu'elle se maintiendra au-dessus de 4 % jusqu'en 2010, aidant à maintenir le cadre démocratique. Embellie sans mystère, dès lors que les retours sur investissements repassent de 4 % en 1999 à 51 % en 2005. Du coup, le chômage (officiellement) baisse de 12 % en 2004 et, malgré une hausse des prix en 2005, le revenu moyen des ménages aurait, paraît-il, cessé de se détériorer en 2006. De surcroît, l'Argentine, comme la Bolivie voisine, se découvre d'importantes réserves de gaz naturel, dont la production devrait passer de 50 à 1 400 milliards de mètres cubes de 2005 à 2020 et, bien que cette nouvelle euphorie n'ait créé jusqu'ici que 1 800 à 2 000 emplois, l'actuel « boom » du soja lui rapporte 40 milliards d'exportations. En particulier vers la Chine – mais qui, elle aussi, est exportatrice de produits manufacturés et « high-tech » moins chers et concurrents de ceux de l'Argentine –, qui obligera celle-ci, à terme, à se repositionner dans la division industrielle internationale, donc à restructurer encore une fois son marché du travail interne. À quel prix social et politique ?

Il n'empêche, en attendant, le pays a réussi à diversifier ses marchés

extérieurs, donc à élargir ses marges de négociations internationales. Ainsi, Nestor Kirchner a-t-il pu réactiver ses contacts diplomatiques avec le Brésil de Lula, le Venezuela de Chávez, la Bolivie de Morales, le Chili de Bachelet et sembler s'inscrire dans ce « virage à gauche » qui singulariserait actuellement l'Amérique du Sud face à la Colombie et à l'Amérique centrale. Au plan intérieur, malgré l'agitation sociale en 2005 (603 grèves et d'incessantes manifestations de rues de *piqueteros* réclamant de l'aide, d'*ahorristas* réclamant le remboursement de leur épargne évaporée en 2001, d'anciens combattants des Malouines réclamant leurs pensions), malgré le déclin syndical et idéologique du péronisme, Kirchner a su habilement manœuvrer lors des élections d'octobre 2005 pour obtenir au Congrès une majorité composite mais suffisante pour faire passer quelques lois essentielles. Sous son mandat, et pour la première fois dans l'histoire du pays, des femmes magistrates sont entrées à la Cour suprême. Pour le meilleur (sa volonté affichée de consolider la participation populaire à la démocratie) ou pour le pire (la manipulation verticaliste et clientéliste des organisations de base par l'État), il a débloqué 2 millions de pesos d'aide aux comités de quartiers ou de *piqueteros*. Mais 90 % de leur distribution sélective est opérée par des bureaucraties – régionales, municipales, d'ONG patentées – extérieures aux intéressés eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, pendant son mandat présidentiel, Nestor Kirchner a maintenu vivante l'utopie démocratique dans de larges secteurs populaires, qui auraient eu toutes les raisons de la répudier en 2001. Cela explique, sans doute, que l'enquête commanditée au PNUD par Koffi Hannan, en 2006, révèle que, alors que 50 % des Latino-Américains déclarent préférer un régime autoritaire et « assistancialiste » à une démocratie corrompue et impuissante, cette proportion ne serait que de 30 à 40 % en Argentine.

Pour autant, les populations qui sont descendues dans la rue en 2001 ont-elles évolué de l'adhésion « pactiste » et clientéliste au chef du temps du populisme à la participation responsable aux débats qui engagent le destin de leur société aujourd'hui ?¹³ Une chose semble acquise, après leur intervention en 2001 et leur vigilance revendicative depuis : on ne peut plus, actuellement, les réduire au silence par un terrorisme d'État, comme pendant la dictature, ni les berner, comme du temps du second mandat de Carlos Menem, quand une rhétorique sociale-péroniste servait de rideau de fumée à la mise à l'encan du parc industriel d'État au profit d'une infime minorité d'anciens ou nouveaux privilégiés. Mais, pour impressionnantes qu'aient été et que soient ces formes de mobilisation populaire (au reste, de plus en plus impopulaires dans ce qui reste de classes moyennes, ces derniers temps), peut-on dire qu'elles réclamaient une démocratie réellement participative ou ne manifestaient-elles qu'un « droit de veto », essentiel, certes, mais limité (et coûteux : 30 morts en décembre 2001 !) au seul

pouvoir de sanction spasmodique des gouvernants quand à la fin ils ont par trop failli.

VERS UNE CITOYENNETÉ RÉELLEMENT PARTICIPATIVE ?

À cette question, bien des illusions « basistes » ou « autogestionnaires » ont cru trouver des réponses dans les phénomènes d'auto-organisation populaire apparus depuis les années 1990, et qui persistent tant bien que mal en 2006 : comités de quartiers et *manzanas* luttant contre la misère et la faim, comités de *piqueteros* se lançant dans des actions désespérées contre le chômage et dont encore aujourd'hui 10 % continuent d'autogérer les allocations reçues du gouvernement en excluant toute ingérence bureaucratique externe. À la faveur de ces mobilisations « par le bas », il est à remarquer – bien que le phénomène n'ait guère l'air de passionner les féministes des classes moyennes supérieures – la place prise par les jeunes femmes dans ces comités, où la proportion des participants est en moyenne de 7 femmes pour 3 hommes. Généralement âgées de moins de 25 ans et déjà mères de 4 à 7 enfants de pères différents (ceci dans une société qui se prétend « catholique traditionnelle »), ce sont elles qui ont imposé dans le débat public la question des violences familiales. Jusqu'à exercer un pouvoir de contrôle, pour celles qui adhèrent au groupe *Polo Obrero*, sur les compagnons alcooliques et brutaux, voire les expulser physiquement du quartier en cas de récidive malgré leurs remontrances. Plus encourageant encore pour les idéologues de l'autogestion : dans le naufrage de 2001, où nombre de patrons abandonnèrent purement et simplement leurs ouvriers et leurs usines, l'exemple est cité des travailleurs de chez Bruckman (textiles), Zanon (céramiques) et Sasetra (pâtes alimentaires) ou de l'hôtel Bauern, qui ont repris eux-mêmes la production, l'entretien, la gestion et la commercialisation, comme une preuve de la possibilité d'un pouvoir autonome des travailleurs sur eux-mêmes (la France avait connu des débats semblables lors de l'affaire Lip dans les années 1970)¹⁴.

Moins utopiques, sans doute, les ouvriers du groupe Acindar, à Villa Constitución, durement aguerris par leur combat contre la CGT officialiste pendant leurs luttes, en 1974, et la terrible répression qui s'est abattue sur eux à la fin du régime péroniste d'Isabelita et sous la dictature, qui tentent en 2004 un « Congrès national de refondation syndicale ». Affaire à suivre, mais qui, pour le moment, ne se développe pas comme l'a fait le mouvement des Commissions ouvrières indépendantes des syndicats officiels en Espagne à la fin du franquisme. Qui a le mérite, en tout cas, de ne pas éluder, au-delà des formes de démocratie directe locale, l'incontournable question de la représentativité (qui parle au nom de qui et avec quel périmètre de compétence ?) et de la représentation (exprimer des revendications,

certes, mais auprès de qui : le patron de la micro-entreprise ? la municipalité ? le président Kirchner ? la *Bank of America* ?). Et c'est bien là que réapparaissent les contradictions internes du bel unanimité des manifestations de décembre 2001 et de son slogan « Qu'ils s'en aillent tous ». Qui, tous ? Les politiciens caducs ou corrompus, certes. Encore faut-il avoir des équipes de rechange. Les actionnaires de Bunge y Born ou de Perez Compenc ? Quel comité de quartier a leurs numéros de téléphone ou leurs adresses ? Les exécutifs perchés au dernier étage des gratte-ciel construits en arrière des docks londoniens du vieux port de Buenos Aires ? Ils sont bien protégés au rez-de-chaussée par leur police privée et au 30^e étage par des dossiers incompréhensibles pour le commun des mortels. Or, pour le moment, ces acteurs de la main invisible du marché sont là, et bien là, peu émus par les manifestations qui pourraient se dérouler à leurs pieds. Et ce n'est pas le sympathique comité du quartier San Telmo, hélas, déjà repris par les vieux démons des factionnalismes et des zizanies, qui pourra les déloger.

Serait-ce que, bien qu'on annonce son déclin dans le cadre du Mercosur ou de la globalisation, la question de l'État resterait malgré tout incontournable ? Donc, pour ce qui nous intéresse ici, incontournable la question des rapports entre un État démocratique formel et une société démocratique substantielle ?

POSSIBILITÉS ET ENJEUX DE LA DÉMOCRATIE ARGENTINE

En octobre 2007 auront lieu de nouvelles élections présidentielles. Fort de son actuelle popularité relative dans les sondages d'opinion, Nestor Kirchner a décidé de ne pas postuler un nouveau mandat. Échappera-t-il ainsi à la malédiction qui pèse sur les seconds mandats présidentiels, si fréquente ces derniers temps en Amérique latine (Menem, Fujimori, etc.) ? Forte de sa croissance retrouvée, la société argentine pourra-t-elle aborder son troisième siècle de vie indépendante et le bicentenaire de 2010 en tournant définitivement le dos aux solutions autoritaristes et/ou *entreguistas*, qui ont tant de fois pourri son histoire et dilapidé les ressources naturelles et humaines dont la géographie et l'histoire l'ont dotée ?

UNE DÉMOCRATIE SOCIALEMENT VIABLE ?

Depuis l'époque classiquement oligarchique et agro-exportatrice, la composition des classes dirigeantes a beaucoup changé¹⁵. Elle s'est élargie d'abord aux compétiteurs techno-bureaucratiques (civils et militaires) de l'État interventionniste de 1945 à 1983, puis aux technocraties financières néo-libérales de 1976 à 2001. Alors que 2 % de la population possédaient 20 % de la richesse et monopolisaient

pratiquement tous les pouvoirs en 1914, à la veille de la crise de 2001, il apparaît que l'oligarchie initiale a dû consentir une redistribution du pouvoir non plus seulement entre ses membres, propriétaires du capital enraciné en Argentine, mais aussi – et beaucoup – entre les gérants et les concepteurs des stratégies du capital transnationalisé : exécutifs, administrateurs, promoteurs, qui s'attribuent, quand ils ne les possèdent pas, quelque 30 % des revenus du capital financier. Un important élargissement social du pouvoir de décision économique et d'influence politique s'est donc produit en faveur des initiateurs de la modernité néolibérale, aux dépens des secteurs oligarchiques restés plus traditionnels. Mais, parallèlement, l'isolement de l'élite dirigeante (ancienne ou nouvelle) s'est renforcé puisque sa reconversion s'est soldée par la destruction de la moitié de la société salariale, et que, entre ceux du haut et ceux du bas, une grande partie des classes moyennes a été laminée. Tout compte fait, la société argentine d'aujourd'hui est plus dramatiquement inégalitaire que celle de 1976, et même que celle de 1945. Une démocratie est-elle durablement viable dans de telles conditions ?

LES ENJEUX ET DÉFIS QUI RESTENT À AFFRONTER

Intuitif et pragmatique, l'actuel président a bien perçu qu'il arrivait au pouvoir en 2003 dans un contexte international où, après les brillants « succès » du FMI dans la gestion des crises financières en Russie, dans le Sud-Est asiatique et en Amérique latine jusqu'en 2001, les thuriféraires des dogmes néolibéraux avaient dû tempérer leur arrogance, particulièrement en Argentine, qui en était le contre-exemple. Après l'échec patent du *consensus de Washington* de 1990, on ose à nouveau, dans les couloirs de la Banque mondiale, évoquer la possibilité de solutions partiellement interventionnistes et même envisager, tacitement mais *de facto*, des mécanismes de régulation monétaires et financiers, telles qu'elles avaient été utilisées en application des *accords de Bretton Wood* de 1945 à 1973. Dans ces conditions, Kirchner ne se sent pas en porte-à-faux pour revenir à certaines formes d'interventionnisme d'État, à la demande de ses partisans, qui réclament une réétatisation du système des retraites et des entreprises d'intérêt national, et une renégociation des contrats de service public. Au reste, le FMI lui-même est, jusqu'à un certain point, prêt à le tolérer si cela permet de surmonter la crise.

Mais une telle orientation exige un État capable d'interventionnisme, c'est-à-dire disposant de ressources économiques. Or, en 2003, toutes les entreprises d'État ont été bradées (il n'y a plus rien à vendre), 17 % seulement des Argentins payent des impôts directs et le fisc réussit péniblement à capter 20 % du PIB (30 % au Brésil), sans compter le service de la dette. Sur ce dernier point,

Roberto Lavagna, alors ministre de l'Économie, réussit un beau coup, en 2005, en remboursant de manière anticipée la dette envers le FMI – ce qui permit d'économiser 1 milliard de dollars d'intérêts, mais assécha d'un coup 10 milliards de réserves fédérales. Surtout, il réussit à abaisser le montant de la dette restante en réduisant le reste du capital dû de 50 %, désormais évalué non plus en dollars, mais en *pesos*. Non sans difficultés, 75 % des créanciers de l'Argentine finissent par céder devant l'argument du *ça ou rien*, mais les 25 % restant – en particulier les 450 000 petits épargnants italiens qui se sont fait gruger en rachetant des bons de la dette argentine en 2001-2002 – n'ont pas renoncé à porter l'affaire devant le FMI.

Au-delà de cet épisode, l'équipe présidentielle argentine a-t-elle une véritable politique économique alternative à celle suivie depuis 2002 ? Pour le moment, force est de constater que, mises à part quelques mesures sectorielles de renationalisation dans les télécommunications et les services (par exemple, à propos du conflit avec Suez sur *Agua Argentinas*), ce n'est pas le cas¹⁶. Certes, la croissance est repartie, mais fondamentalement sur la base du vieux modèle exportateur, qui continue d'apporter 50 % des revenus budgétaires (alors que les dépenses d'État et la masse monétaire mise en circulation ont augmenté de 20 % depuis 2003). On peut donc craindre qu'aucune mesure d'envergure ne soit prise jusqu'aux prochaines élections, en 2007, sinon des bricolages de circonstance relevant de recettes usées : tentatives de blocage des prix (et des salaires), taxations supplémentaires sur les exportations, indécision juridique entretenue sur le statut des investissements extérieurs (43 % des plaintes portées devant le Centre international des règlements des différends sur les investissements concernent aujourd'hui la seule Argentine!).

Tout risque donc de se passer comme si le temps économique et social de la démocratie argentine pouvait rester suspendu jusqu'en octobre 2007, sans autre perspective de dynamisation que la seule prolongation du taux de croissance au-dessus de 4 % jusqu'en 2010. À quatre ans du bicentenaire de l'Indépendance, c'est un peu court pour convaincre la population (particulièrement les plus pauvres) que la démocratie, loin d'être seulement ce que Churchill appelait « le pire des systèmes, à l'exception de tous les autres », pourrait et devrait être le destin national capable d'apporter à tous les Argentins la fierté de vivre ensemble, et même *le droit au bonheur*. Mais peut-être les meilleurs, aujourd'hui, parmi les gouvernants, les élites et le peuple argentins, préparent-ils, sans que cela se sache encore, une heureuse surprise : l'invention d'un modèle inédit de démocratie dans une Amérique du Sud qui, ces derniers temps, semble s'être remise en mouvement ? *Eppur, si mouve !*

NOTES

1. Mme Felisa Miceli, qui a servi d'abord dans le cabinet de son prédécesseur, Roberto Lavagna. Elle fut contrainte à la démission après une affaire d'argent liquide découvert dans un placard de ses bureaux ministériels.

2. Officiellement, de 2002 à 2004 :

- le chômage est tombé de 51 à 25%

- le nombre de pauvres de 57 à 40%

- l'inflation a diminué de 20%

3. De 2002 à 2004 :

- le PIB a augmenté de 224%

- la dette a diminué de 54%

4. *Austral* : monnaie argentine sous la présidence de Raúl Alfonsín, à nouveau désignée par son nom traditionnel, *peso*, sous Menem, et alignée artificiellement sur le dollar, elle sombra dans la crise de l'hyperinflation finale et laissa place à l'actuel peso dévalué (1 dollar = 3 pesos).

5. General Díaz Bessone, *Guerra revolucionaria en Argentina*, Buenos Aires, 1985 (deuxième édition 1988, troisième édition 1996).

6. Guillermo O'Donnell, *Fuerzas armadas y Estado autoritario en el Cono Sur de América Latina*, Buenos Aires, Paidós, 1997 ; Hugo Quiroga y Tach, *A veinte años del golpe de Estado*, Rosario, Homo Sapiens, 1996.

7. Diana Quattrocchi-Woisson, « La integración de los años de plomo en la historia de la Argentina contemporánea », *Foro Internacional sobre Ciencias Sociales y Políticas públicas*, Buenos Aires, février 2006.

8. Voir Eduardo Basualdo *Sistema político y modelo de acumulación en Argentina*, Buenos Aires, Flacso, 2001 ; Guillermo O'Donnell, *Fuerzas armadas y Estado autoritario en el Cono Sur de América latina*, Buenos Aires, Paidós, 1997 ; et Alfredo Pucciarelli, *Empresarios, tecnócratas y militares: el tejido corporativo de la última dictadura*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2004.

9. Cepal, *Panorama social de América Latina*, Santiago de Chile, 2000.

10. Basualdo, 2001, Pucciarelli, 2004.

11. Pour le bilan au lendemain de la crise de 2001 : Ambassade de France en Argentine, *Fiche d'information sur l'Argentine*, Buenos Aires, 2003 ; Atilio Borón, « Entrevue » in *Alternatives Internationales*, 2005 ; Gambina, Borzel y Crivelli, « Liberalización de la economía argentina: ruptura o continuidad ? » in *Periferias*, IX (12) : 7-44, Buenos Aires, 2005 ; Flemming, Larsen (directeur des Bureaux européens du FMI), *Intervention sur la situation argentine*, Toulouse, 18-22/ 11 / 2003 ; Palast, Greg, « Argentina » in *The Observer*, 07/07/2002 ; Portes y Hoffmann, « Estructura de clases en América latina: composición y cambios durante la era neo-liberal », in *Desarrollo Economico*, 171 (43), 355-388 ; Hugo Quiroga, *La Argentina en estado de sitio permanente*, Buenos Aires, Edhesa, 2005.

12. Diana Quattrocchi-Woisson, « Un pays laboratoire », in *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Ed. Tiempo/Le Félin, Paris, 2003.

13. Changements dans la société ou changement de société? Javier Auyero, *Votos contra favores? Estudio sobre el clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 1997; Centro internacional del Trabajo, *Informe sobre la estructura del empleo urbano (1990-1998)*, Lima, CIT, 2000; Steven Levitzky, « No organized desorganization: informality and persistence of party local structures in Argentinian Peronism » in *Journal of Latin American Studies* - XXXIII (1): 29-66 -2001; Merklen, Denis, *Pobres ciudadanos: las clases populares durante la era democrática en Argentina (1983-2003)*, Buenos Aires, Gorla, 2005; Montuschi, Luisa, « Sindicatos y nuevas tendencias en las relaciones de trabajo » in *Economica*, XLV (1): 73-102, La Plata, 1999; Prevôt Schapira, Marie-France, « Pauvreté urbaine et émeutes de la faim dans la grande Buenos Aires » in *Problèmes d'Amérique latine* n° 95, Paris, 1990.

14. Voir, dans ce même ouvrage, l'article de Frédéric Vabre, qui présente un bilan complet de ce phénomène.

15. Gonzalo Cáceres, *L'évolution de l'État argentin de 1976 à 2001*, Mémoire de DEA, Université Paris 7, 2005; Tulio Halperín Donghi, *La larga agonía de la Argentina peronista*, Buenos Aires, Ariel, 1998; Thwaites, Rey, López, *Entre tecnócratas globalizados y políticos clientelistas: las vías del ajuste neoliberal del Estado Argentino*, Buenos Aires, Prometeo, 2005.

16. Pour un bilan du « kirchnerisme »: (anonyme) « Argentina » in *The Guardian*, London, 01/01/2006 (anonyme); « Argentine: pilotage à vue de l'économie » in *Publications des Missions économiques*, n° 52, Paris, avril 2006; Hactivist New Services, *Argentine: de la crise du système à la restauration péroniste?* 21/04/2006; Maizières, Caroline, « Économie: l'Argentine va-t-elle mieux? » in *Marianne*, Paris, 27/01/2006, Mckenna, Barry and Webber, John, « Latin America takes a step to the left » in *Latin America*, 148 (10 and 64), 2006; Tirole, Jean, « La situation argentine » in *L'Expansion*, Paris, 16/03/2006.